

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 36 (1999)

Heft: 1400

Artikel: Politique européenne. Partie 2, L'adhésion contre la folie nationaliste

Autor: Nordmann, Roger

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014800>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'adhésion contre la folie nationaliste

Dans un texte d'une quarantaine de pages publié en mai, le Center of European Studies esquisse une stratégie européenne de normalisation dans les Balkans.

Ce travail est le fruit d'un brain-storming mené sous la direction de Romano Prodi en personne. Nous avons publié la semaine passée le premier chapitre d'un article consacré aux mesures préconisées par la communauté européenne pour démanteler les tentations nationalistes dans la région.

Après une première étape – ouverture des frontières, création d'un deuxième espace économique européen, adoption de l'Euro comme monnaie dans les pays balkaniques, cessation des hostilités militaires – l'étude menée par le Center of European Studies propose d'étendre progressivement les libertés économiques selon le même schéma: l'ouverture vers l'Europe doit naturellement conduire à une ouverture entre les pays de la région. À l'inverse du big-bang (voir *DP 1399*), les prochaines étapes seraient liées aux mêmes conditions que pour les pays d'Europe centrale en matière de démocratie, de droits de l'homme et de respect des minorités.

Pour relancer l'économie de la région, il est indispensable de reconstruire à brève échéance les infrastructures publiques (transports et électricité). Le soutien massif de l'UE est décisif à cet égard. Les exigences de bienséance politique devraient être plus sévères que pour le big-bang, sans toutefois dépasser ce qu'un pays comme la Serbie peut réaliser immédiatement.

Pour venir à bout de cette tâche colossale, les auteurs pensent que Bruxelles devrait se doter d'une agence autonome pour la reconstruction et le développement du Sud-Est de l'Europe. Il faut en effet surmonter la congestion actuelle des processus décisionnels de l'UE, qui ne permet plus de confier des tâches supplémentaires à la Commission. Sur le plan financier, les auteurs estiment que la planification adoptée lors du sommet de Berlin au début de l'année offre des ressources suffisantes.

En termes de gestion et de mise en œuvre, toute stratégie cohérente dans la région exige une coordination opti-

male entre les volets économique, sécuritaire et politique (droits de l'homme et des minorités en particulier). Pour cette raison, le volet de la sécurité doit être progressivement cédé par les Américains aux Européens. Les auteurs estiment que les USA accepteraient de se désengager, car il est dans leur intérêt que l'Europe arrive à pacifier définitivement les Balkans

Offensive sur la coopération

Sur le plan institutionnel, les pays balkaniques deviendraient membres associés de l'UE. Ils auraient dans un premier temps des voix consultatives au sein des institutions européennes. Ils pourraient participer à l'entier des programmes de l'Union (formation, «institutions-building», fonds structurels). Au moment où l'association se renforcerait, ces pays reprendraient l'acquis communautaire, le but final étant l'adhésion complète. La dimension politique est absolument décisive: on ne saurait prôner l'intégration de ces pays tout en renforçant le «rideau de fer» qui les sépare des pays de l'Union en matière d'immigration, d'asile, de police et de coopération judiciaire. Ce secteur, communément appelé «troisième pilier» de l'UE, doit donc faire l'objet d'une grande offensive de coopération. Il s'agit d'associer les Balkans plutôt que les isoler! Notamment lutter contre les activités criminelles à large échelle. La répression, tout utile qu'elle soit, ne suffit pas si l'on ne combat pas le mal à sa racine socio-économique.

Un tel plan peu paraître utopiste. Toutefois, la perspective d'une adhésion et d'une prospérité accrue est le seul moteur suffisamment fort pour surmonter la folie nationaliste. Face à des difficultés de cette ampleur, l'ambition est nécessaire. La recherche de frontières optimales ne saurait tenir lieu de programme. Espérons que Romano Prodi saura mener l'Europe sur cette voie. *rn*

Situation économique

	PIB par habitant en \$	PIB 1998 en % du PIB de 1988	Croissance du PIB en 1998
Slovénie	9101	103%	3,9%
Croatie	4267	79%	4,8%
Bosnie	1087	-	-
Macédoine	1663	59%	4,1%
Albanie	708	87%	7,9%

Source: Rapport de la BERD sur la transition, 1998.